

Rapport sur

**LE FINANCEMENT
DE L'EXPLORATION
PAR ACTIONS
ACCRÉDITIVES**

1988

Canada

Rapport final (révisé)

sur

LE FINANCEMENT DE L'EXPLORATION PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES

pour

**la conférences des ministres des Mines
Québec**

28 au 30 août 1988

par

**la Direction de l'analyse de la politique économique et financière
Secteur de la politique minérale
Énergie, Mines et Ressources Canada**

le 30 août 1988

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	3
1. PERSPECTIVES ACTUELLES DE L'EXPLORATION	
1.1 Perspectives du financement par actions accréditives de l'exploration minière	4
1.2 Perspectives de l'exploration par les grandes sociétés minières	6
1.3 Travaux d'exploration par région	6
1.4 Travaux récents de forage au diamant	9
1.5 Perspectives d'exploration d'après les prix des métaux	13
2. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE L'EXPLORATION MINIÈRE	13
2.1 Niveau d'exploration	18
2.2 Travaux d'exploration par région	18
2.3 Dépenses d'exploration par catégorie de société	24
2.4 Dépenses d'exploration par catégorie de produit de base	24
3. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES	27

SOMMAIRE

L'annonce, le 3 mai 1988, du maintien à 33 1/3 % de la déduction pour épuisement au titre de l'exploration minière (DEEM) jusqu'à la fin de 1988 et de l'entrée en vigueur du Programme de stimulation de l'exploration au Canada (PSEC) le 1^{er} janvier 1989 a reçu un accueil favorable au sein de l'industrie de l'exploration et des milieux de l'investissement. La prime qui sera versée dans le cadre du PSEC est conforme aux recommandations de l'industrie et des milieux de l'investissement; en fait, le PSEC permettra aux investisseurs de réaliser un taux de rendement légèrement supérieur à celui que permettait d'obtenir la DEEM de 33 1/3 %.

Peu après l'annonce du 3 mai, les grandes sociétés en commandite ont lancé d'ambitieux plans pour réunir, au cours de l'été et de l'automne, 485 millions de dollars devant être utilisés en 1988. Les actions émises, si elles étaient complètement écoulées, ainsi que les actions d'une valeur de 430 millions de dollars vendues au début de 1988, devraient permettre au financement accreditif d'atteindre à peu près le niveau de 900 millions de dollars en 1988. Les milieux de l'investissement pourraient également émettre des actions d'une valeur de 180 millions de dollars devant être utilisés avant la fin de février 1989 si les émissions de 485 millions remportent le succès escompté.

Les actions accreditives ne sont pas, bien entendu, la seule source de fonds à laquelle les sociétés ont recours pour entreprendre des travaux d'exploration minière. Les grandes sociétés minières du Canada financent l'exploration au moyen de leur marge brute d'autofinancement et d'autres sources de fonds. Une enquête officieuse menée récemment par EMR auprès de ces sociétés révèle qu'elles s'attendent à ce que leurs dépenses d'exploration en 1988 correspondent à peu près à celles de 1987, soit environ 430 millions de dollars. EMR croit cependant que les grandes sociétés ont beaucoup moins recours, et ont probablement cessé de recourir, aux actions accreditives.

Toutefois, il semble à ce moment-ci (en date du 15 août) que l'exploration ait suscité peu de plaintes au début de 1988; au milieu de l'été 1988, l'industrie continuait d'afficher une situation financière saine, mais certaines régions (Val-d'Or) ont connu un ralentissement notable. En ce qui concerne l'automne 1988, les milieux de l'investissement sont optimistes, mais les investisseurs boudent jusqu'à un certain point les émissions d'actions accreditives, et rares sont ceux qui croient qu'il sera possible de réunir 900 millions de dollars en 1988. Néanmoins, l'année 1988 pourrait s'avérer satisfaisante, mais moins spectaculaire que 1987. Nous nous attendons à ce que les dépenses d'exploration des grandes sociétés équivalent à peu près à celles de 1987, mais le resserrement du marché des actions accreditives entraînera une baisse des dépenses d'exploration des petites sociétés. Nous assisterons donc probablement en 1988 à un ralentissement des travaux d'exploration par rapport à 1987.

On croit généralement au sein des milieux de l'investissement que, après l'entrée en vigueur du PSEC le 1^{er} janvier 1989, le niveau de financement accreditif en 1989 devrait continuer d'être satisfaisant, mais qu'il ne devrait pas être comparable au sommet enregistré en 1987.

INTRODUCTION

À la conférence des ministres des Mines tenue à St. John's (Terre-Neuve) en août 1987, les ministres ont exprimé leurs préoccupations au sujet du niveau futur de financement par actions accréditatives de l'exploration minière au Canada. À ce moment-là, les propositions de réforme fiscale étaient au centre des préoccupations, particulièrement la réduction des niveaux d'encouragement prévus par le régime fiscal au moment de l'élimination progressive de la DEEM. C'est pourquoi les ministres se sont entendus pour surveiller de près les niveaux du financement accréditif de l'exploration.

Depuis la dernière conférence, trois facteurs importants ont modifié les perspectives de l'exploration et du financement accréditif. En premier lieu, après le krach boursier d'octobre 1987, les investisseurs éventuels n'ont pas souscrit aux nouvelles émissions d'actions et, jusqu'à un certain point, aux émissions d'actions accréditatives. En deuxième lieu, le Programme de stimulation de l'exploration au Canada (PSEC) et le maintien de la DEEM ont été annoncés en mai 1988. En troisième lieu, les prix de nombreux métaux ont connu une reprise soutenue.

Par suite du krach boursier et des préoccupations que suscitaient ses répercussions sur l'exploration financée par actions accréditatives, le gouvernement canadien a entrepris une série de consultations intensives auprès de l'industrie de l'exploration et des milieux de l'investissement. Ces consultations avaient pour but de déterminer l'évolution probable du financement accréditif de l'exploration.

À la suite de ces consultations, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi que le ministre d'État (Forêts et Mines) ont annoncé la création du Programme de stimulation de l'exploration au Canada. La prime établie dans le cadre du PSEC correspond à l'encouragement que l'industrie et les milieux de l'investissement considèrent comme nécessaire pour que les actions accréditatives continuent de présenter de l'intérêt.

Le volet du PSEC applicable au secteur minier entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1989. Le programme prévoit une prime de 30 % applicable à des travaux d'exploration préliminaire d'un montant pouvant s'élever à 10 millions de dollars financés par actions accréditatives. Cette prime restera en vigueur jusqu'à la fin de 1990, mais pourra être modifiée par la suite, selon l'état du marché. En outre, comme mesure temporaire avant l'entrée en vigueur du PSEC, le ministre des Finances a également annoncé le maintien à 33 1/3 % jusqu'au 31 décembre 1988 de la déduction pour épuisement au titre de l'exploration minière (DEEM), pour les particuliers seulement. Ces initiatives ont principalement pour but d'empêcher la chute marquée des émissions d'actions accréditatives destinées à financer l'exploration minière.

Conformément à l'entente intervenue entre les ministres à la conférence des ministres des Mines de 1987, le présent rapport porte sur les perspectives actuelles et les tendances récentes du financement par actions accréditatives et de l'exploration minière.

PERSPECTIVES ACTUELLES DE L'EXPLORATION

1.1 Perspectives du financement par actions accréditatives de l'exploration minière

Depuis l'annonce de la création du PSEC le 3 mai 1988, EMR est resté en liaison avec les milieux de l'investissement pour évaluer les niveaux prévus de financement par actions accréditatives pour 1988. Le tableau 1.1 indique les prévisions d'EMR pour 1988 concernant les travaux d'exploration financés au moyen d'actions accréditatives. On y trouve également des données comparatives pour 1987 obtenues des bourses. En raison de l'accueil très favorable réservé aux nouvelles émissions d'actions au cours de la plus grande partie de 1987, les données de 1987 ne doivent pas être considérées comme caractéristiques. C'est pourquoi il est peu probable que les totaux pour 1987 soient surpassés au cours des prochaines années.

Le tableau 1.1 présente les chiffres qu'EMR a obtenus au cours de ses entretiens avec des conseillers financiers ainsi que des grandes sociétés en commandite et quelques petites de même que les résultats des observations qu'EMR fait des marchés boursiers. On y constate que des actions accréditatives d'une valeur d'environ 430 millions de dollars ont déjà été vendues en 1988. En outre, des actions d'une valeur de 485 millions sont offertes sur le marché à l'heure actuelle. De plus (et tout dépend du succès des émissions en cours actuellement), des actions d'une valeur de 180 à 195 millions seront probablement émises au cours du dernier semestre de 1988, dont les fonds devront être utilisés avant la fin de février 1989.

Il semble qu'à la suite de l'annonce, le 3 mai 1988, du maintien à 33 1/3 % de la DEEM, le financement accréditif restera à un niveau satisfaisant au cours de la deuxième moitié de 1988. Dans les milieux de l'investissement, on croit généralement qu'après l'entrée en vigueur du PSEC le 1^{er} janvier 1989, le financement accréditif devrait également atteindre un niveau satisfaisant.

Les émissions d'actions ont suscité peu d'enthousiasme chez les investisseurs au cours des quatre premiers mois de 1988, le financement par l'émission d'actions ordinaires de sociétés canadiennes s'établissant à 20 % environ du niveau atteint une année auparavant*. En dépit de ce phénomène, les grandes sociétés en commandite ont émis des actions accréditatives d'une valeur de plus de 900 millions de dollars à un moment où les investisseurs témoignent peu d'intérêt à l'égard des émissions d'actions ordinaires.

À la suite des consultations qu'il a menées auprès des milieux de l'investissement, EMR a constaté qu'ils s'entendaient généralement sur le niveau d'encouragement nécessaire pour que les actions accréditatives continuent d'intéresser les investisseurs. Ils ont fait savoir que le taux de 30 % prévu aux termes du PSEC était suffisant. C'est pourquoi EMR s'attend à ce que le programme remporte un franc succès.

* Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, bulletin n° 1572, 15 juillet 1988.

Tableau 1.1

Fonds réunis et prévisions de fonds réunis au moyen d'actions
accréditatives devant être dépensés en 1988 comparativement aux
estimations (préliminaires) des fonds réunis en 1987

Nom de la société intermédiaire	1988			1987
	Émissions vendues	Émissions en cours (millions de dollars)	Émissions prévues selon le succès des émissions en cours	Estimations préliminaires révisées
TAP	33	30		28
CMP	50	150		239
MVP	25		25	57
NEF	8		15	
NIM	125	200		260
FIRST EX.	21		20	47
QPX	6			
MIDDLEFIELD		75		29
MINTAX		30		15
AUTRES	162	?	120	508
	<u>430</u>	<u>485</u>	<u>180</u>	<u>1,183</u>

TOTAUX POUR 1988:

émissions vendues:	430
émissions vendues et en cours:	915
toutes les émissions vendues et prévues:	1095

1.2 Perspectives de l'exploration par les grandes sociétés minières

Les actions accréditatives ne constituent, bien entendu, qu'une des sources de fonds auxquelles les sociétés ont recours pour financer des travaux d'exploration minière. Les petites sociétés minières feront largement appel aux actions accréditatives en 1988 et par la suite. Et ce sont les petites sociétés qui constituent la majorité des sociétés qui figurent dans les projets des sociétés en commandite énumérées au tableau 1.1 pour 1988. À l'heure actuelle, les grandes sociétés minières financent principalement leurs travaux d'exploration au moyen de leur marge brute d'autofinancement et de sources autres que les actions accréditatives. On peut donc broser un tableau plus complet de l'activité totale en matière d'exploration pour 1988 et les années suivantes en faisant figurer séparément les projets d'exploration des grandes sociétés minières et les projets de financement accréditif dont il a été fait état à la section 1.1.

Par conséquent, EMR a entrepris récemment une enquête auprès de 18 grandes sociétés minières pour connaître leurs dépenses d'exploration probables pour 1988 et 1989. Des données ont également été recueillies pour les années 1984 à 1987. Treize sociétés ont participé à l'enquête. D'après les estimations de leurs propres dépenses d'exploration, les prévisions de ces sociétés pour 1988 s'établissaient à 180,2 millions de dollars. Ces sociétés ont déclaré des dépenses de 177,0 millions en 1987. Selon cet échantillon, EMR s'attend que les dépenses d'exploration des grandes sociétés minières en 1988 soient semblables à celles de 1987, c'est-à-dire 430 millions de dollars.

Au tableau 1.2 figure une autre estimation des dépenses d'exploration des grandes sociétés en 1988 établie à partir des données de l'enquête de Statistique Canada sur les projets d'exploration. Les prévisions pour 1988 indiquent une baisse de quelque 10 % des dépenses d'exploration des grandes sociétés, qui passeront de 431 millions de dollars en 1987 à 388 millions en 1988.

D'autre part, d'après le rapport qui a toujours existé entre les prix des métaux et les dépenses d'exploration des grandes sociétés, il se produira une hausse des dépenses de ces sociétés qui pourraient atteindre le niveau de 480 millions. La méthode ayant servi à établir cette estimation est expliquée à la section 1.5.

Selon ces indicateurs, il est raisonnable de supposer que les dépenses d'exploration des grandes sociétés pourraient augmenter légèrement en 1988 par rapport au niveau de 430 millions atteint en 1987.

1.3 Travaux d'exploration par région

Il est assez difficile de déterminer avec précision la répartition par région des dépenses d'exploration. Les résultats de l'enquête de Statistique Canada sur les projets d'exploration pour 1988, menée entre avril et juillet 1988, figurent au tableau 1.3. Cependant, les données de Statistique Canada pour certaines provinces diffèrent des estimations courantes des fonctionnaires provinciaux pour 1987 et 1988. Statistique Canada estime à 7,3 millions de dollars les dépenses pour Terre-

Tableau 1.2

Répartition régionale des travaux d'exploration
des grandes sociétés (y compris les frais généraux)
1987 (chiffres préliminaires réels) et 1988 (projets révisés)
(millions de dollars)

	1987 Préliminaires <u>réels</u>	1988 Projets <u>révisés</u>
Provinces de l'Atlantique		
Exploration générale	16.4	20.2
Exploration sur le terrain	9.4	5.2
Total Provinces de l'Atlantique	25.8	25.4
Québec		
Exploration générale	89.9	84.1
Exploration sur le terrain	38.6	33.8
Total Québec	128.5	117.9
Ontario		
Exploration générale	108.9	72.1
Exploration sur le terrain	16.1	14.6
Total Ontario	125.1	86.7
Prairies		
Exploration générale	46.5	55.4
Exploration sur le terrain	16.1	16.1
Total Prairies	62.6	71.4
Colombie-Britannique		
Exploration générale	51.0	48.7
Exploration sur le terrain	6.2	5.0
Total Colombie-Britannique	57.2	54.7
Territoires		
Exploration générale	28.9	29.1
Exploration sur le terrain	2.8	3.5
Total Territoires	31.7	32.6
Canada		
Exploration générale	341.7	309.6
Exploration sur le terrain	89.3	78.2
<u>Total Canada</u>	<u>431.0</u>	<u>387.8</u>

Source: Statistique Canada et
Division de l'évaluation des ressources, EMR

Tableau 1.3

Répartition régionale des travaux d'exploration
1987 (chiffres préliminaires réels) et 1988 (projets révisés)
y compris les frais généraux
(millions de dollars)

Province	1987			1988		
	Sur le terrain	Général	Total	Sur le terrain	Général	Total
Terre-Neuve*	x	7.3	7.3+	x	6.3	6.3+
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	x	15.2	15.2+	x	20.1	20.1+
Nouveau-Brunswick	x	9.0	9.0+	x	17.1	17.1+
Québec*	44.8	432.7	477.5	42.3	452.8	495.1
Ontario	32.9	171.4	204.3	43.9	186.1	230.0
Manitoba	10.7	17.3	28.0	11.5	18.0	29.5
Saskatchewan*	4.3	36.7	41.0	x	44.2	44.2
Alberta	x	4.0	4.0+	x	5.1	5.1+
Colombie-Britannique	15.3	105.3	120.6	17.6	131.1	148.7
Yukon	0.6	16.8	17.4	4.0	8.5	12.5
Territoires du Nord-Ouest	2.1	33.9	36.0	x	24.3	24.3+
CANADA	121.5	849.6	971.1	143.9	913.7	1057.6

Nota: - x indique un renseignement confidentiel.

- L'enquête a eu lieu d'avril à juillet 1988.

- * Les estimations des fonctionnaires provinciaux peuvent différer des données de ce tableau; voir le texte.

Source: Statistique Canada

Neuve en 1987 et prévoit 6,3 millions de dollars, plus une quantité inconnue de travaux d'exploration sur le terrain, pour 1988. Cependant, selon les fonctionnaires provinciaux de Terre-Neuve, l'estimation s'établit à environ 25 millions pour 1987, et leur estimation pour 1988 se chiffre à près de 30 millions. La Saskatchewan prévoit des dépenses d'exploration de près de 60 millions de dollars en 1988 contre 69 millions en 1987; il s'agit tout de même d'un chiffre de beaucoup supérieur aux prévisions de Statistique Canada. Selon le point de vue actuel des fonctionnaires du Québec, les dépenses au Québec seront probablement inférieures à celles de l'enquête sur les projets d'exploration. Le Québec se préoccupe du fait que la difficulté de réunir des fonds par l'émission d'actions accréditives pourrait entraîner une baisse des travaux d'exploration. La Colombie-Britannique a également déclaré un ralentissement.

L'ampleur du ralentissement en C.-B. devrait être beaucoup moindre que dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec. Cette région a fait l'objet d'environ 85 % des dépenses d'exploration minière au Québec en 1987 tandis que 48 % environ des dépenses totales au titre de l'exploration effectuées au Canada l'ont été au Québec. Le chômage dans la région est à la hausse, le nombre de nouveaux claims enregistrés est à la baisse, mais les travaux de forage ont atteint un sommet au cours des six premiers mois de 1988.

Nos points de contact nous indiquent que, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, des niveaux d'exploration plus élevés sont prévus. Selon les fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse, les travaux d'exploration, qui ont atteint un sommet en 1987, pourraient connaître une certaine baisse. En Ontario, les travaux miniers vont bon train, et aucune plainte concernant le ralentissement de l'exploration n'a été formulée.

1.4 Travaux récents de forage au diamant

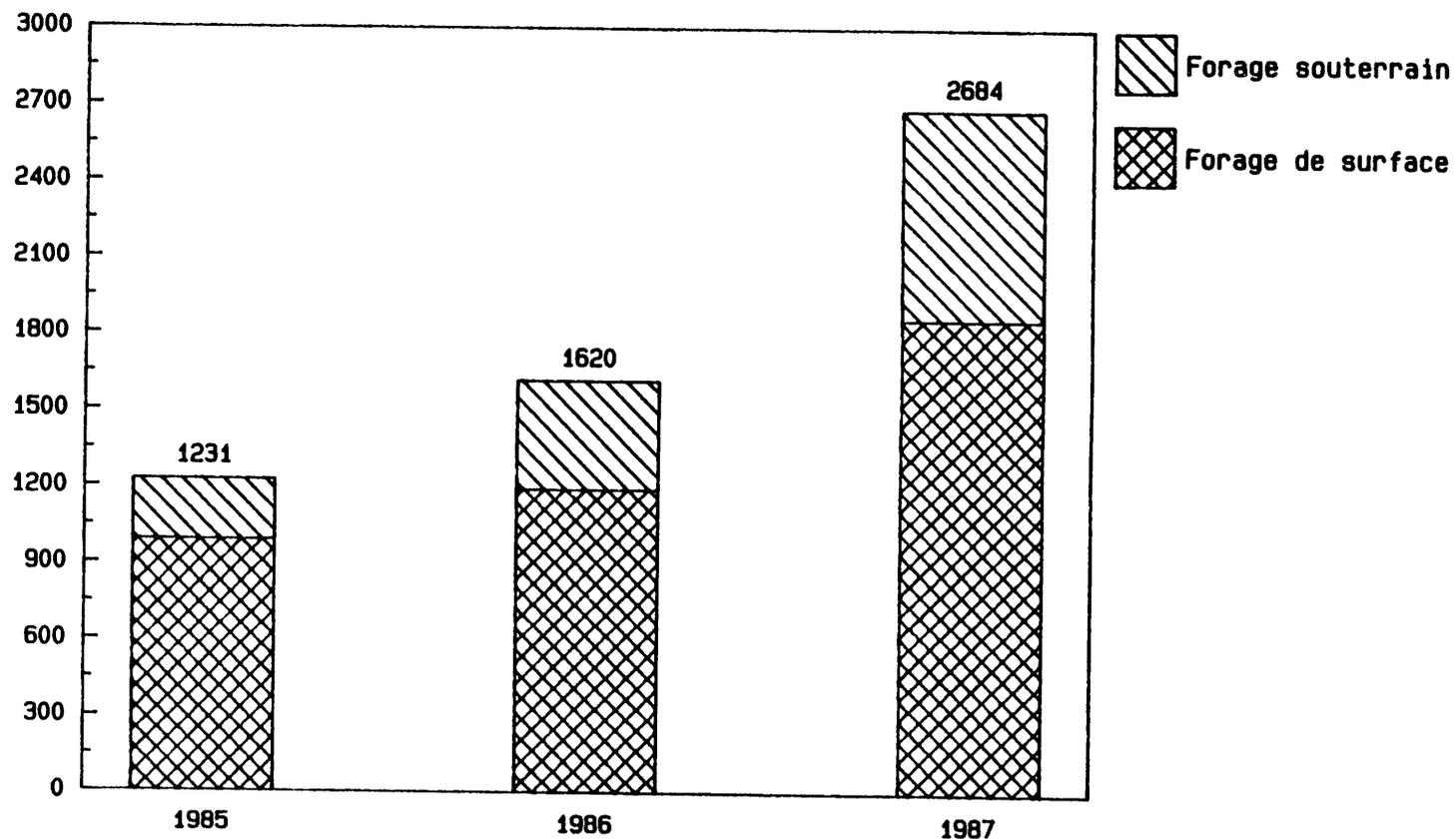
Les statistiques de la Diamond Drilling Association of Canada révèlent que les travaux d'exploration ont été satisfaisants au cours des trois premiers mois de 1988 (il s'agit des données disponibles les plus à jour). La figure 1.1 indique les travaux de forage de surface et souterrain en milliers de mètres pour les années allant de 1985 à 1987. La figure 1.2 révèle les travaux de forage pour les trois premiers mois de 1986, 1987 et 1988. Il convient de noter la tendance à la hausse constante, le nombre de mètres forés au cours des trois premiers mois de 1988 dépassant légèrement celui de chacune des années précédentes.

Les données pour la période ultérieure à mars 1988 ne sont pas encore connues, mais il est probable que les travaux de forage ont diminué au cours du printemps, comme c'est toujours le cas. Comme en témoigne l'indice de l'activité mensuelle à la figure 1.3, la moyenne à long terme (ligne en caractère gras) accuse une baisse au printemps, connaît un accroissement à la fin de l'été et subit une diminution vers la fin de l'année. Au cours des dernières années, en raison de l'influence des actions accréditives, la baisse a tendance à être plus prononcée pendant les mois d'été, les travaux de forage s'accroissant pendant la dernière partie de l'année.

Figure 1.1

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN

Milliers de mètres

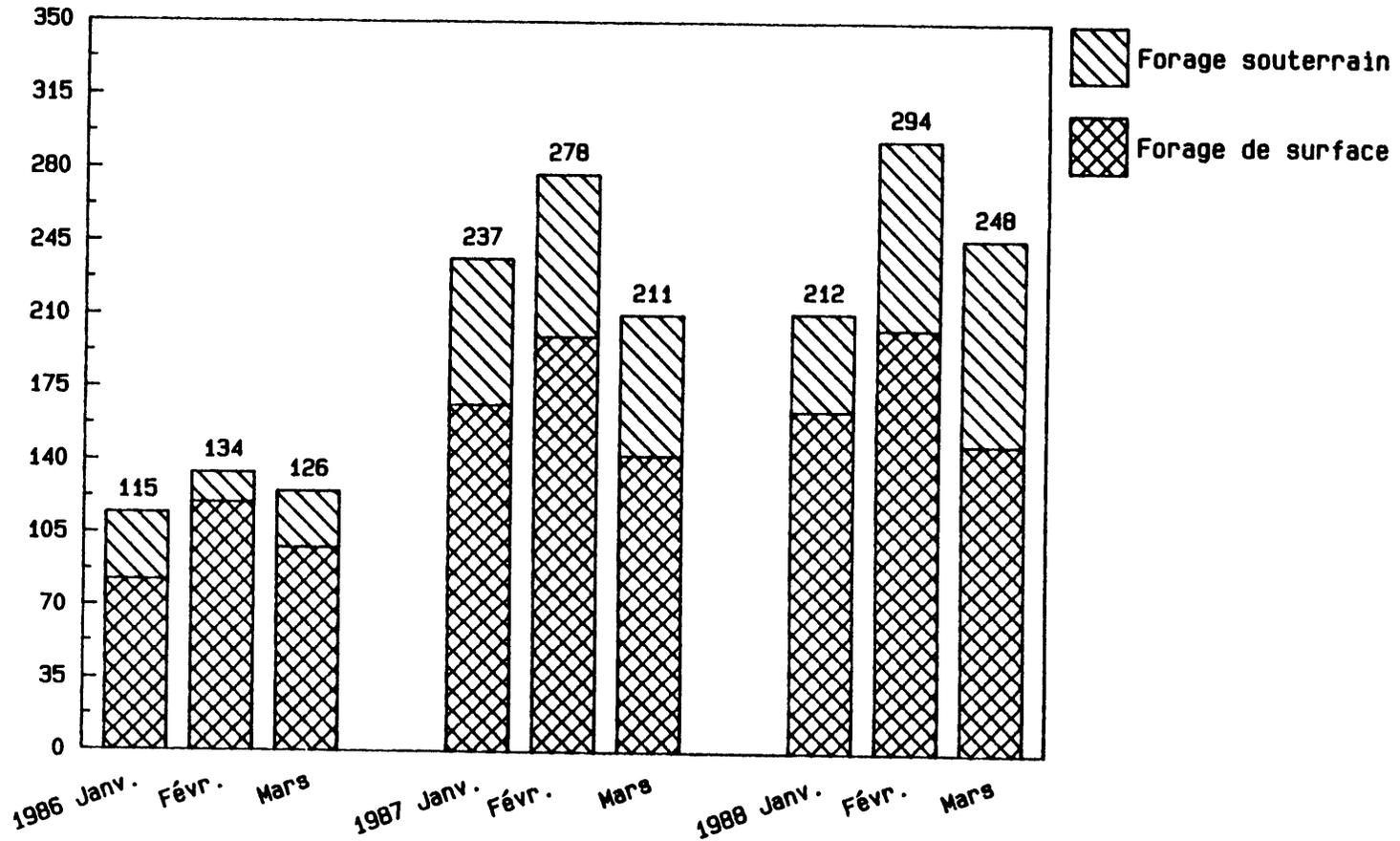


Source: Canadian Diamond Drilling Association

Figure 1.2

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN

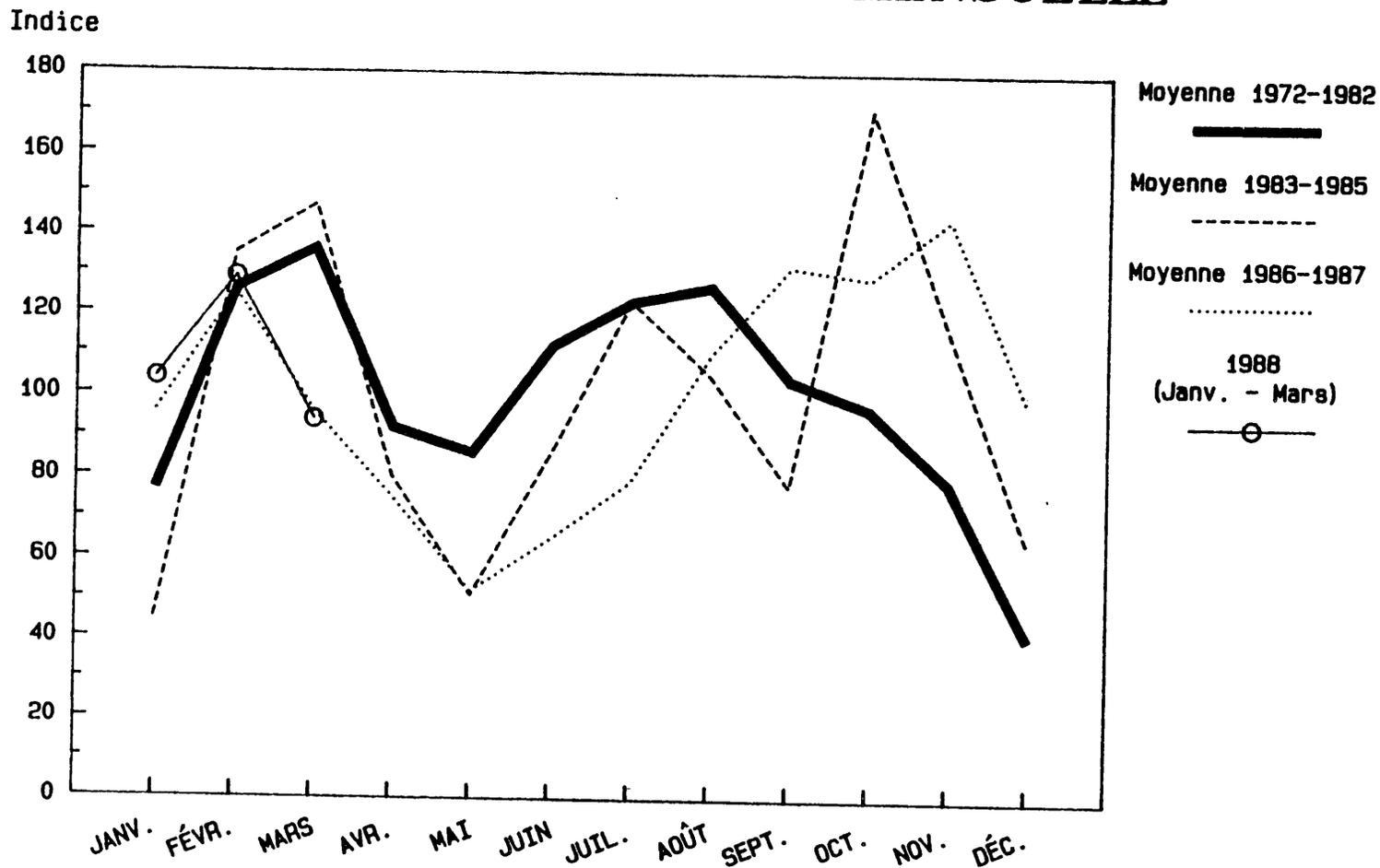
Milliers de mètres



Source: Canadian Diamond Drilling Association

Figure 1.3

FORAGE DE SURFACE AU DIAMANT AU CANADA INDICE DE L'ACTIVITÉ MENSUELLE



Source: Canadian Diamond Drilling Association

1.5 Perspectives d'exploration d'après les prix des métaux

Les hausses importantes des prix des métaux qui ont été enregistrées depuis le milieu de 1987 devraient donner lieu à un regain de confiance au sein de l'industrie et, par conséquent, à une intensification des investissements dans l'exploration.

La courbe des prix des métaux figure dans deux graphiques: la figure 1.4, Prix mensuels moyens de l'or de janvier 1986 à juin 1988, et la figure 1.5, Indice (nominal et réel) des prix des métaux au Canada, 1971-1988. Les prix de l'or figurent séparément en raison de la forte prédominance de ce métal dans les travaux d'exploration minière à l'heure actuelle. Le prix de l'or est resté à des niveaux satisfaisants par rapport aux frais moyens d'exploitation pendant une période plus longue que le prix des métaux communs. La figure 1.4 révèle que le prix de l'or a augmenté du tiers environ depuis le début de 1986; il s'établissait alors à 340\$ U.S. l'once pour atteindre, au deuxième trimestre de 1988, 450\$ l'once. Au cours des derniers mois, la tendance des prix de l'or a été à la baisse, et ce phénomène semble avoir un certain effet sur les plans d'exploration et contribuer à la stagnation du marché des actions accréditives. Cependant, l'exploration des métaux communs suscite de nouveau de l'intérêt. La tendance de l'indice des prix des métaux illustré à la figure 1.5 indique la vigueur de la reprise des prix des principaux métaux du Canada.

L'analyse rétrospective des données révèle que les travaux d'exploration effectués au cours d'une année donnée peuvent être reliés aux prix des métaux des années antérieures. Les prix des métaux des années antérieures sont un bon indicateur, car l'exploration est tributaire des budgets d'exploration, qui sont généralement établis pendant l'année qui précède immédiatement.

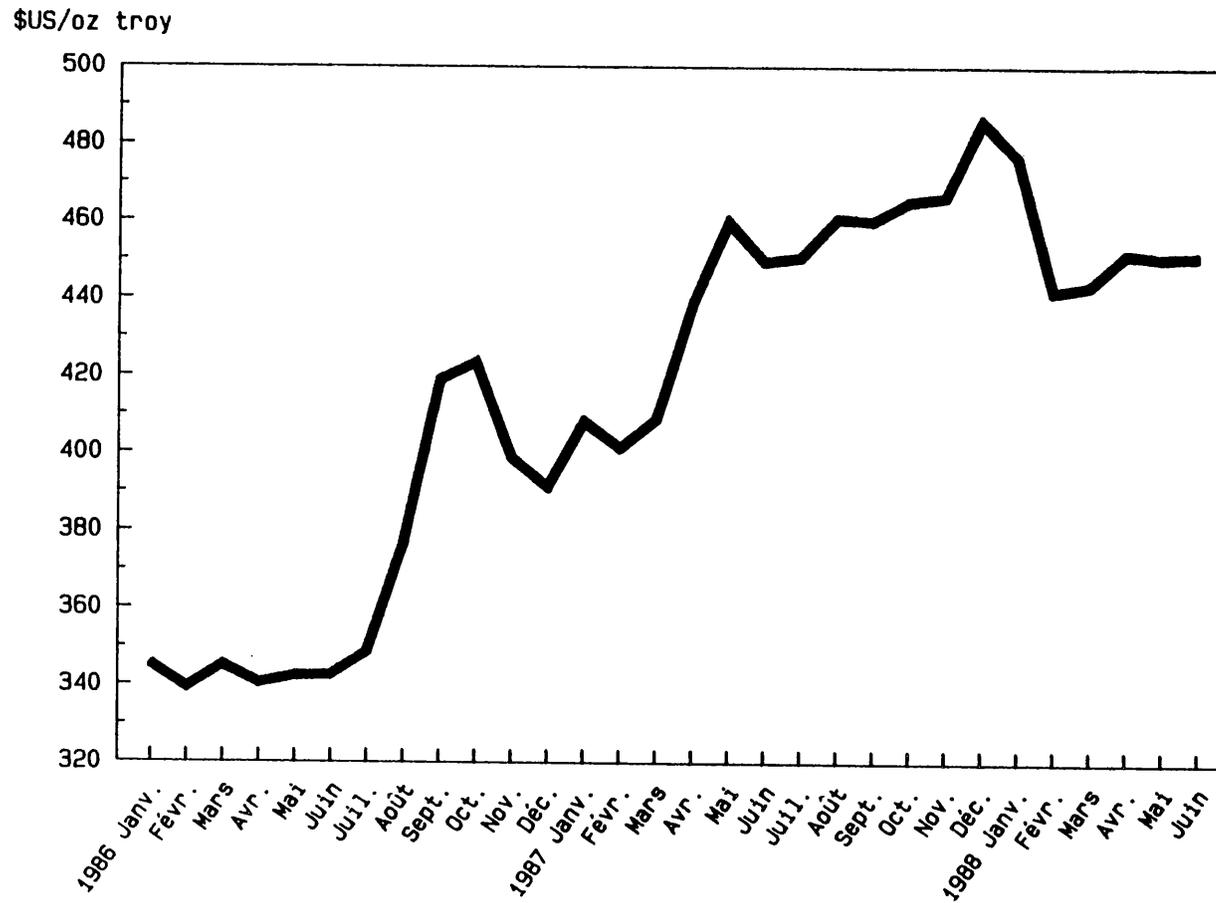
On peut constater le décalage d'un an entre les dépenses d'exploration et les prix des métaux dans deux graphiques: la figure 1.6, Dépenses d'exploration et prix des métaux décalés d'un an, et la figure 1.7, Dépenses d'exploration des grandes sociétés et prix des métaux décalés d'un an. Il semble y avoir toujours eu un rapport entre les dépenses d'exploration et les prix jusqu'en 1985. Cependant, la création des actions accréditives et le rôle important qu'elles ont joué après 1985 ont eu tendance à masquer ce rapport. Le décalage entre les dépenses d'exploration des grandes sociétés et les prix des métaux, cependant, s'est vérifié de 1977 à 1987; il semble qu'il y ait une corrélation plus forte dans le cas des grandes sociétés, car elles ont moins recours aux actions accréditives pour financer leurs travaux d'exploration. Compte tenu de ce rapport, les dépenses d'exploration des grandes sociétés pourraient s'établir à environ 480 millions de dollars en 1988.

2. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE L'EXPLORATION MINIÈRE

Lorsqu'on tente d'établir des prévisions, il est généralement instructif de procéder à une analyse rétrospective. La **section 2** et la **section 3** présentent une analyse rétrospective de l'exploration minière et du financement par actions accréditives au Canada.

Figure 1.4

PRIX MENSUELS MOYENS DE L'OR

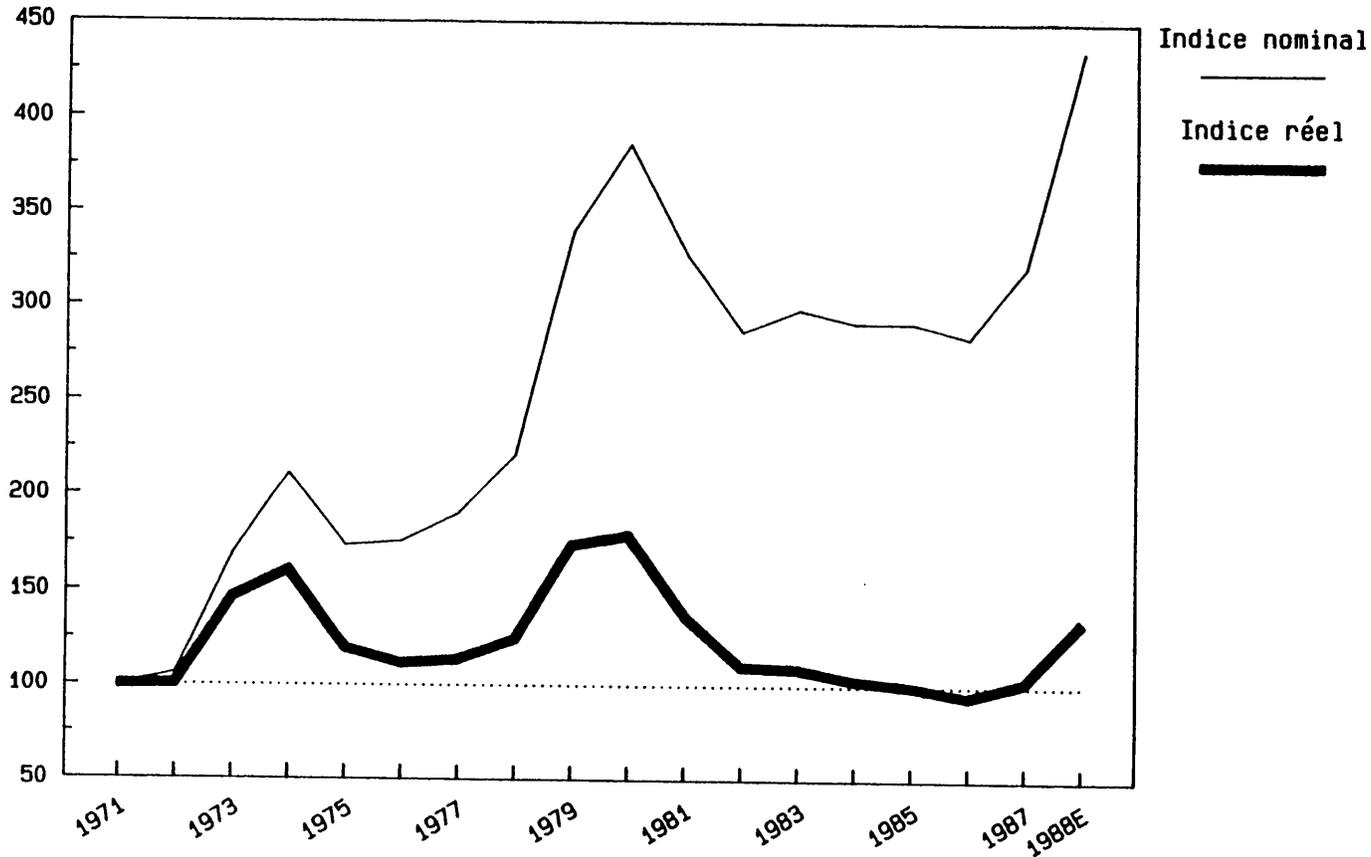


Source: Metals Week, Handy & Harman

Figure 1.5

INDICE DES PRIX DES MÉTAUX AU CANADA 1971 À 1988

Indice 1971=100



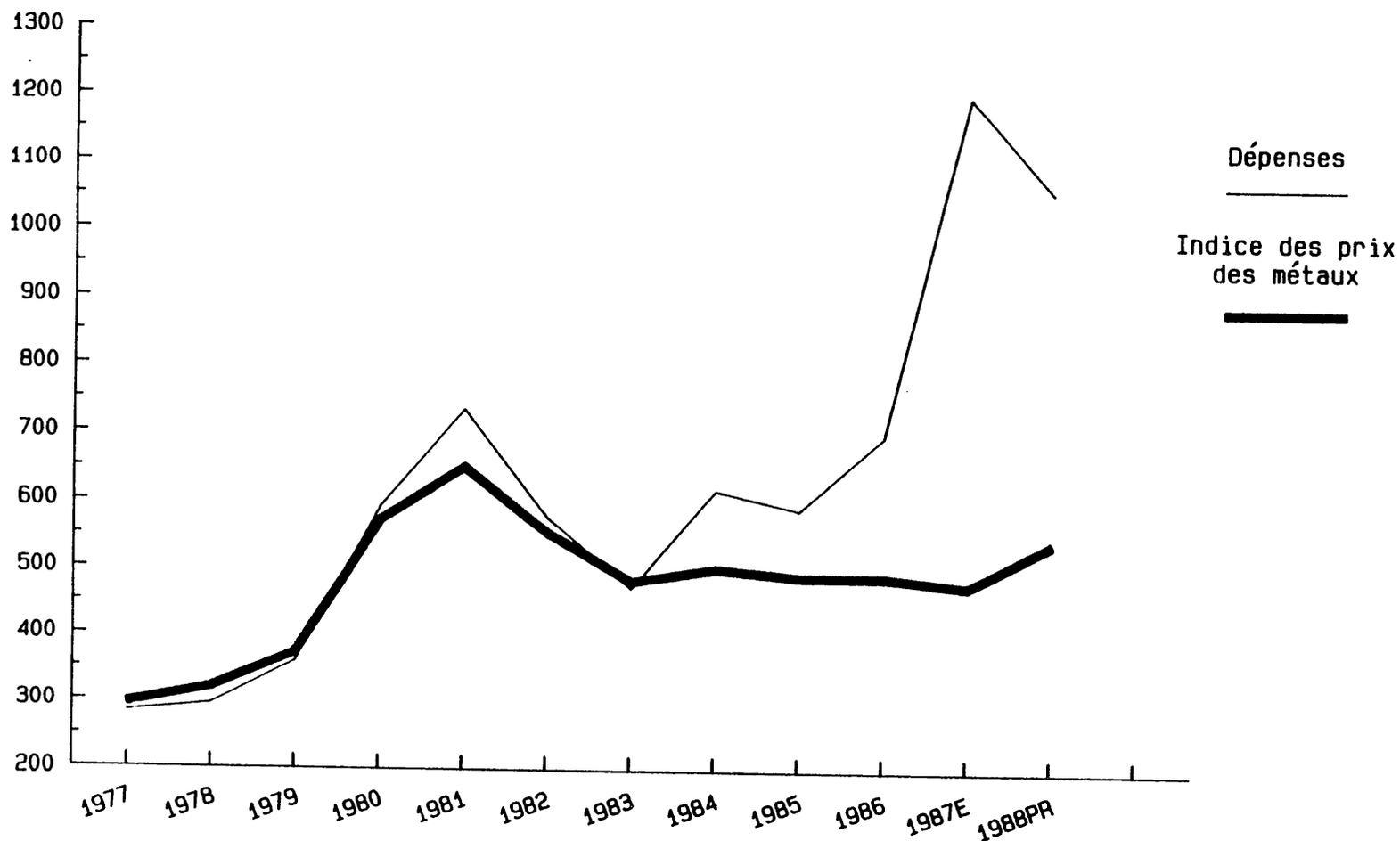
Source: Énergie, Mines et Ressources Canada
Nota: Indice ajusté selon le déflateur du PIB.
E-Estimation basée sur la moyenne des prix de janv. à juin.

L'indice est pondéré selon la production de cuivre, de plomb, de zinc, de nickel, d'argent, d'or, d'uranium et de molybdène.

Figure 1.6

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION ET PRIX DES MÉTAUX DÉCALÉS D'UNE ANNÉE

M\$/Indice des prix



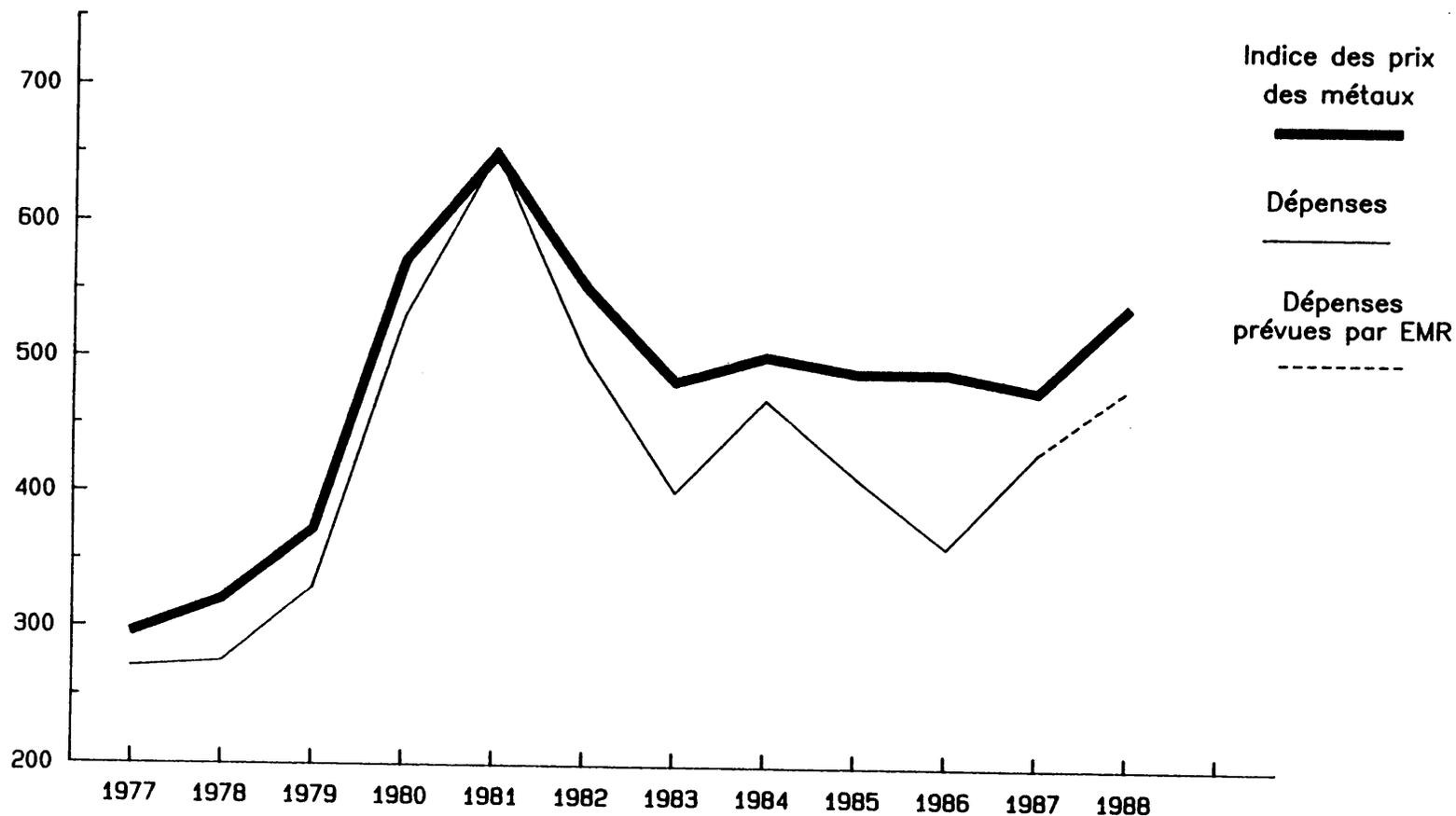
Source: Statistique Canada pour les données sur l'exploration
E=estimation d'EMR; PR=projets révisés selon
Statistique Canada.

Nota: L'indice des prix des métaux d'EMR inclut l'or
et exclut le fer. Les dépenses d'exploration
et l'indice sont exprimés en valeurs nominales.
Les dépenses comprennent les frais généraux.

Figure 1.7

DÉPENSES D'EXPLORATION DES GRANDES SOCIÉTÉS ET PRIX DES MÉTAUX DÉCALÉS D'UNE ANNÉE

M\$/Indice des prix



Source: Les dépenses ont été estimées par la Division de l'évaluation des ressources à partir des réponses aux questionnaires de Statistique Canada remplis pour les publications 61-007 et 61-216.

Nota: L'indice des prix des métaux d'EMR inclut l'or et exclut le fer. Les dépenses d'exploration et l'indice sont exprimés en valeurs nominales. Les dépenses comprennent les frais généraux.

2.1 Niveau d'exploration

La figure 2.1 révèle les dépenses d'exploration minière annuelles au Canada pour les années 1969 à 1987. Les hausses enregistrées depuis 1983 traduisent l'essor prodigieux des petites sociétés. En 1987, les petites sociétés réalisaient les deux tiers des travaux d'exploration au Canada.

L'évolution des dépenses d'exploration a toujours suivi de près l'évolution des prix réels des métaux. Par exemple, pendant la période d'escalade des prix des métaux de 1978 à 1980, les dépenses ont augmenté de 84 %, puis ont diminué de 22 % en 1980-1982, période où les prix ont régressé. Cependant, la hausse la plus récente des dépenses d'exploration, qui a commencé en 1985, n'a pas suivi une augmentation des prix des métaux, mais a plutôt été influencée fortement par la croissance du financement par actions accréditives. Les dépenses totales d'exploration en 1987, équivalaient, selon Statistique Canada, à peu près au montant déclaré pour 1981 (en dollars constants), soit le sommet du cycle précédent.*.

Le volume de forage au diamant de surface et souterrain entrepris constitue une autre mesure des travaux d'exploration. La figure 2.2 révèle les travaux de forage en milliers de mètres déclarés par la Diamond Drilling Association of Canada pour les années 1973-1987. Les travaux de forage, à l'instar des dépenses d'exploration, suivent de près les prix des métaux comme en témoignent les baisses sensibles qui se sont produites en 1975 et 1982, périodes où les prix des métaux étaient en baisse. L'accroissement spectaculaire des travaux de forage depuis 1985 traduit de nouveau la modification des règles fiscales, qui ont permis de recourir dans une large mesure aux actions accréditives pour financer l'exploration.

Les données mensuelles sur le forage qui se trouvent à la figure 2.3 pour la période allant de 1985 jusqu'à et y compris mars 1988 indiquent que le forage souterrain a pris de l'ampleur et représente une proportion de plus en plus importante des travaux de forage. En outre, cette figure indique la tendance à la hausse constante des activités de forage pendant cette période.

2.2 Travaux d'exploration par région

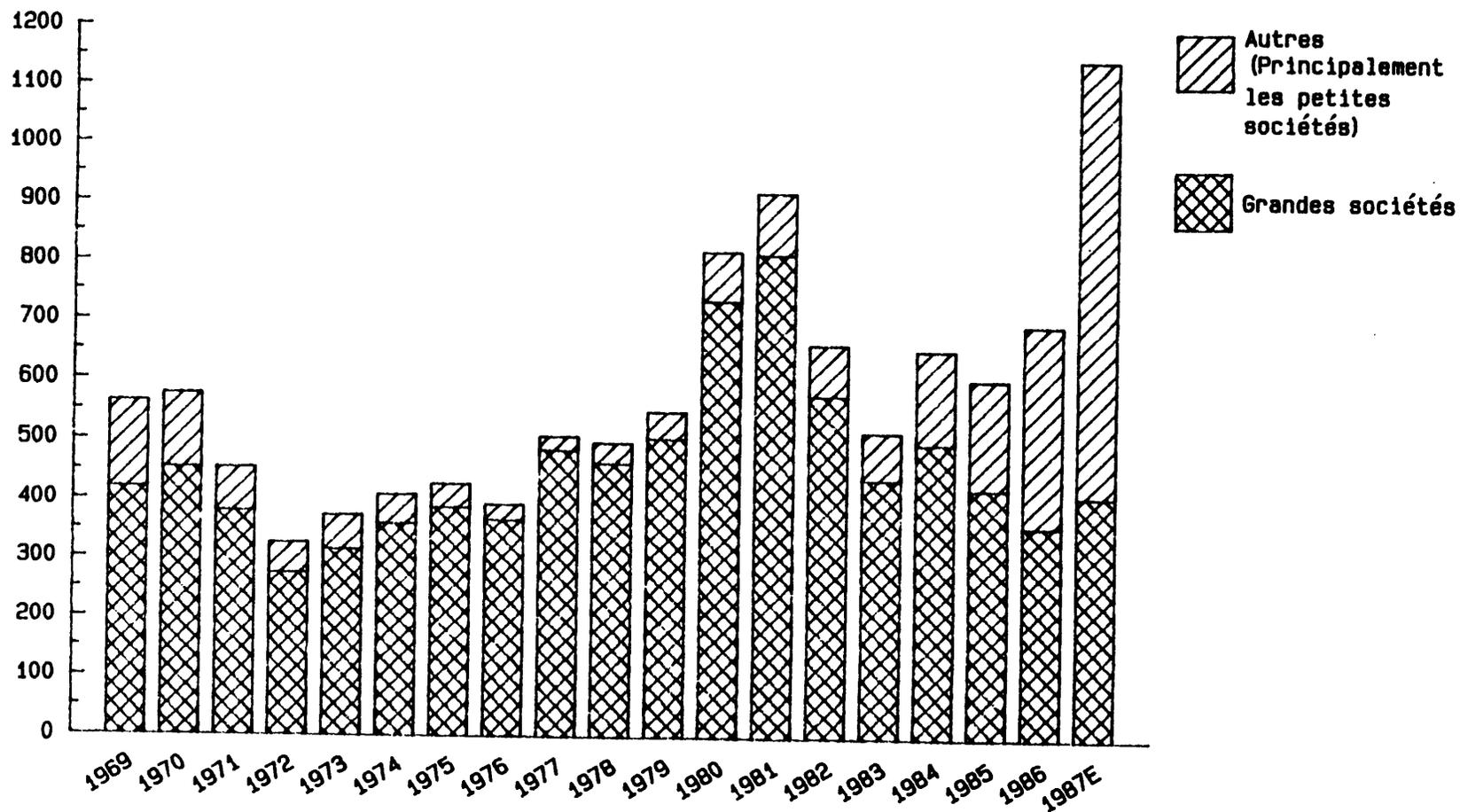
Il y a des travaux d'exploration minière dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada sauf l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec et l'Ontario étant les provinces les plus actives. Les dépenses nominales figurent au tableau 2.1 pour la période 1984-1987; le tableau 2.2 indique la répartition relative des dépenses

* Le lecteur est prié de remarquer que la valeur pour 1987 à la figure 2.1 n'est pas la même que le montant réel provisoire de Statistique Canada pour 1987. EMR a ajusté à la hausse le chiffre pour 1987 en fonction du rapport connu entre le financement accréditif et l'exploration.

Figure 2.1

DÉPENSES D'EXPLORATION AU CANADA RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES PETITES ET LES GRANDES SOCIÉTÉS

Millions de dollars de 1986 *



Source: Comme la figure 1.7

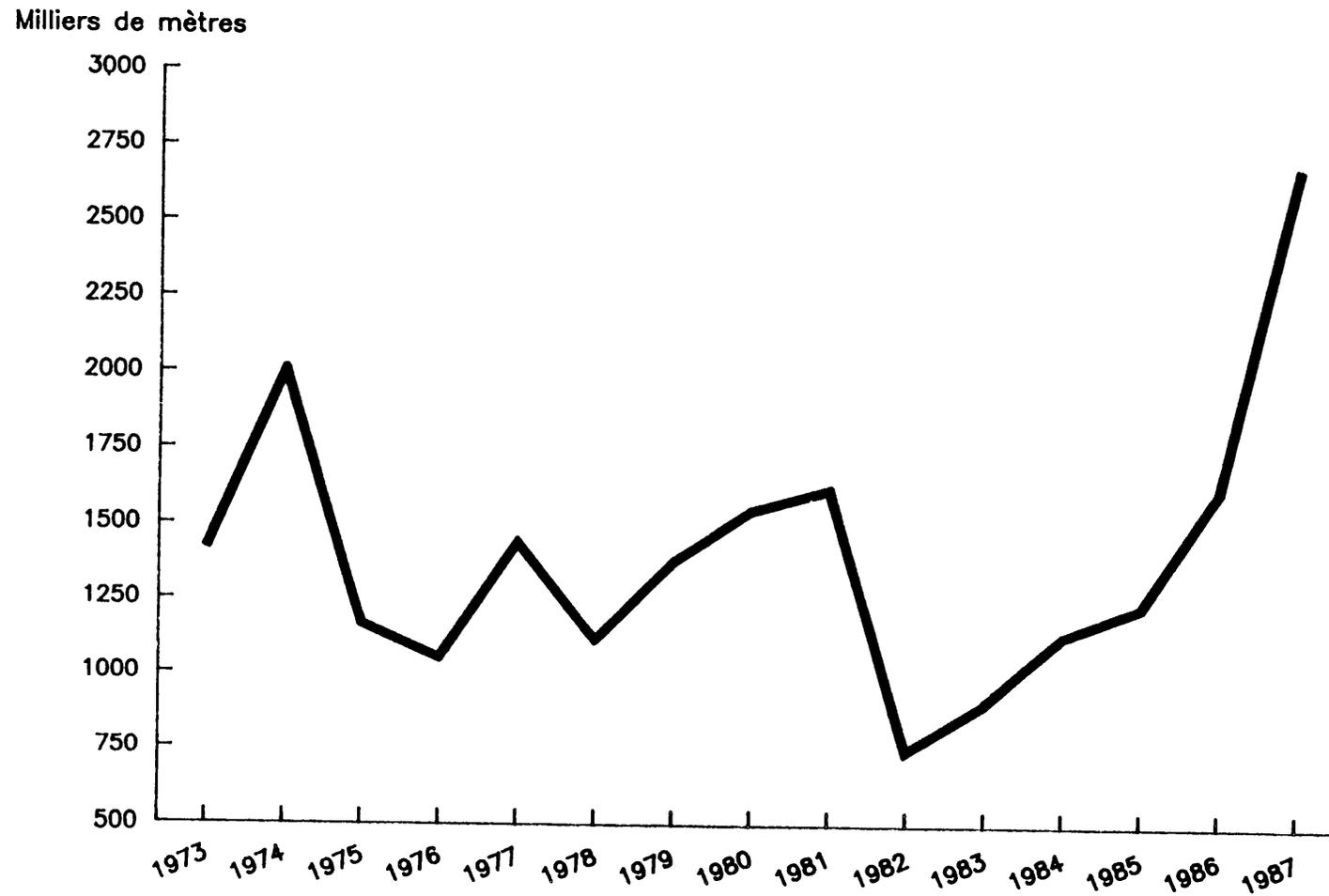
Nota: Les dépenses comprennent les frais généraux.

E-estimation d'EMR des dépenses totales d'exploration

* Les données ont été ajustées selon le déflateur du PIB sur la base de 1986.

Figure 2.2

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN PAR ANNÉE - 1973 À 1987

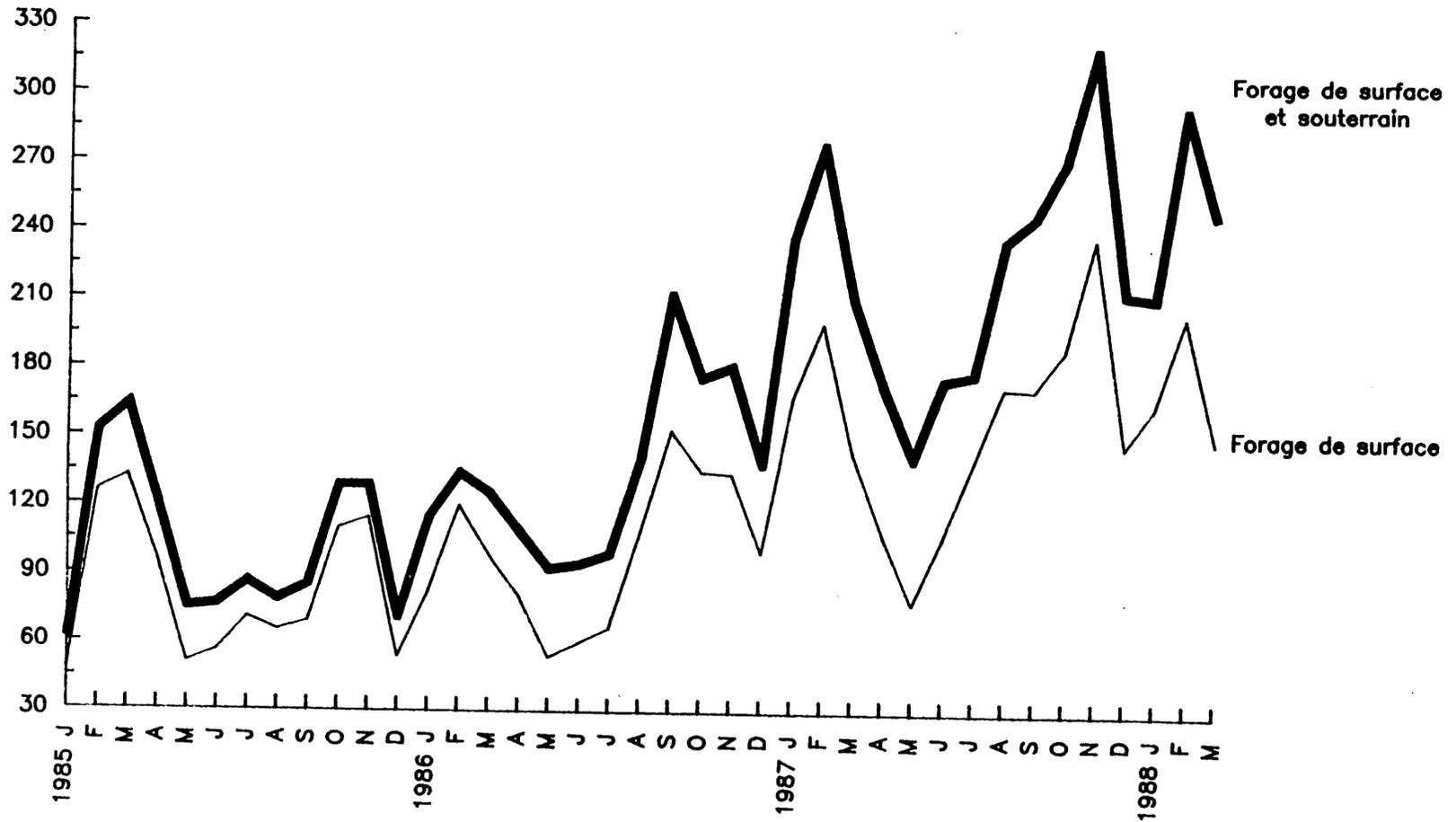


Source: Canadian Diamond Drilling Association
Nota: Ces données comprennent environ 60% des travaux de forage.

Figure 2.3

FORAGE DE SURFACE ET SOUTERRAIN PAR MOIS - DE JANVIER 1985 À MARS 1988

Milliers de mètres



Sources: Canadian Diamond Drilling Association

Nota: Ces données comprennent environ 60% des travaux de forage.

Tableau 2.1
DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE AU CANADA (*)
PAR RÉGION ET PROVINCE

(en millions de dollars nominaux)

	1984		1985		1986		1987P	
	au Canada	en région	au Canada	en région	au Canada	en région	au Canada	en région
COLOMBIE-BRITANNIQUE	89.3		73.0		63.1		96.8	
ONTARIO	80.5		93.2		136.8		163.2	
QUÉBEC	127.6		135.2		241.4		373.6	
Alberta		5.9		14.7		3.0		4.0
Saskatchewan		32.7		39.4		36.8		33.6
Manitoba		26.2		33.7		26.3		22.4
TOTAL PRAIRIES	64.8	64.8	87.8	87.8	66.1	66.1	60.0	60.0
Nouveau-Brunswick		10.9		12.1		10.8		8.0
Nouvelle-Écosse		6.8		7.8		17.2		16.8
Terre-Neuve		8.2		11.9		12.3		20.0
TOTAL ATLANTIQUE	25.9	25.9	31.8	31.8	40.3	40.3	44.8	44.8
Yukon		18.5		22.7		27.9		13.6
Territoires du Nord-Ouest		31.2		46.8		35.8		28.8
TOTAL TERRITOIRES	49.7	49.7	69.5	69.5	63.7	63.7	42.4	42.4
TOTAL CANADA	437.8		490.5		611.4		780.8	

Sources: 1984 à 1986 - Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain
1987 - calculées par la Division de l'évaluation des ressources à partir
des données de Statistique Canada, SPM, EMR
(*) Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

P=préliminaire

Tableau 2.2
RÉPARTITION DES DÉPENSES D'EXPLORATION MINIÈRE (*)
AU CANADA ET EN RÉGION

	1984		1985		1986		1987P	
	au Canada	en région	au Canada	en région	au Canada	en région	au Canada	en région
COLOMBIE-BRITANNIQUE	20.4%		14.9%		10.3%		12.4%	
ONTARIO	18.4%		19.0%		22.4%		20.9%	
QUÉBEC	29.2%		27.6%		39.5%		47.9%	
Alberta		9.1%		16.8%		4.5%		6.7%
Saskatchewan		50.4%		44.8%		55.7%		56.0%
Manitoba		40.5%		38.4%		39.9%		37.3%
TOTAL PRAIRIES	14.8%	100.0%	17.9%	100.0%	10.8%	100.0%	7.7%	100.0%
Nouveau-Brunswick		42.1%		38.0%		26.7%		17.9%
Nouvelle-Ecosse		26.3%		24.6%		42.7%		37.5%
Terre-Neuve		31.6%		37.4%		30.6%		44.6%
TOTAL ATLANTIQUE	5.9%	100.0%	6.5%	100.0%	6.6%	100.0%	5.7%	100.0%
Yukon		37.2%		32.7%		43.8%		32.1%
Territoires du Nord-Ouest		62.8%		67.3%		56.2%		67.9%
TOTAL TERRITOIRES	11.3%	100.0%	14.2%	100.0%	10.4%	100.0%	5.4%	100.0%
TOTAL CANADA	100.0%		100.0%		100.0%		100.0%	

Source: Voir tableau 2.1

(*) Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

P=préliminaire

d'exploration minière par région pour la même période. (Ces données ne peuvent se comparer directement aux données figurant au tableau 1.3 étant donné qu'elles proviennent de sources différentes; en outre, le tableau 2.1 n'inclut pas les frais généraux, contrairement au tableau 1.3.)

Depuis 1984, les dépenses d'exploration ont augmenté dans toutes les régions, bien qu'elles soient demeurées relativement constantes dans certaines provinces comme l'Alberta, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick. Le Québec a enregistré le taux d'accroissement le plus élevé, soit 200 % depuis 1984. L'Ontario, qui vient au deuxième rang à ce chapitre, affiche un taux de 110 % depuis 1984.

La répartition des dépenses d'exploration par région s'est modifiée considérablement depuis 1984. En 1987, le Québec enregistrait près de 48 % des dépenses d'exploration au Canada, comparativement à 29 % en 1984. Alors que l'Ontario et la région de l'Atlantique ont conservé à peu près leur part des dépenses totales pendant cette période, toutes les autres régions ont accusé une baisse par rapport aux dépenses totales. Par exemple, la part de la Colombie-Britannique est tombée de 20 % environ en 1984 à 12 % en 1987 tandis que les dépenses d'exploration dans cette province ont augmenté au cours de la même période pour passer de 90 millions de dollars environ à 97 millions.

2.3 Dépenses d'exploration par catégorie de société

La figure 2.4 illustre les dépenses d'exploration par catégorie de société de 1983 à 1986 d'après l'enquête fédérale-provinciale sur l'exploration menée par EMR, le Québec, l'Ontario, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et la Colombie-Britannique. Ces données ne comprennent pas les frais généraux. Les données pour 1987 ne sont pas encore disponibles.

Les données révèlent que, depuis 1983, toutes les sociétés, sauf les pétrolières, ont accru leurs dépenses d'exploration. Les dépenses d'exploration minière (à l'exception du pétrole et du gaz) de ce groupe ont diminué de plus de 60 %.

Les petites sociétés, qui en 1983 effectuaient environ 15 % des dépenses d'exploration, ont gagné en importance et, en 1987, leur part des dépenses totales était estimée à 66 %. Leur part relative des dépenses d'exploration a donc plus que quadruplé. Au cours de cette période, les dépenses des petites sociétés sont passées d'environ 71 millions de dollars en 1983 à 770 millions en 1987. Pendant la même période, les grandes sociétés ont vu leur part relative tomber d'environ 85 % de l'ensemble à environ 34 %.

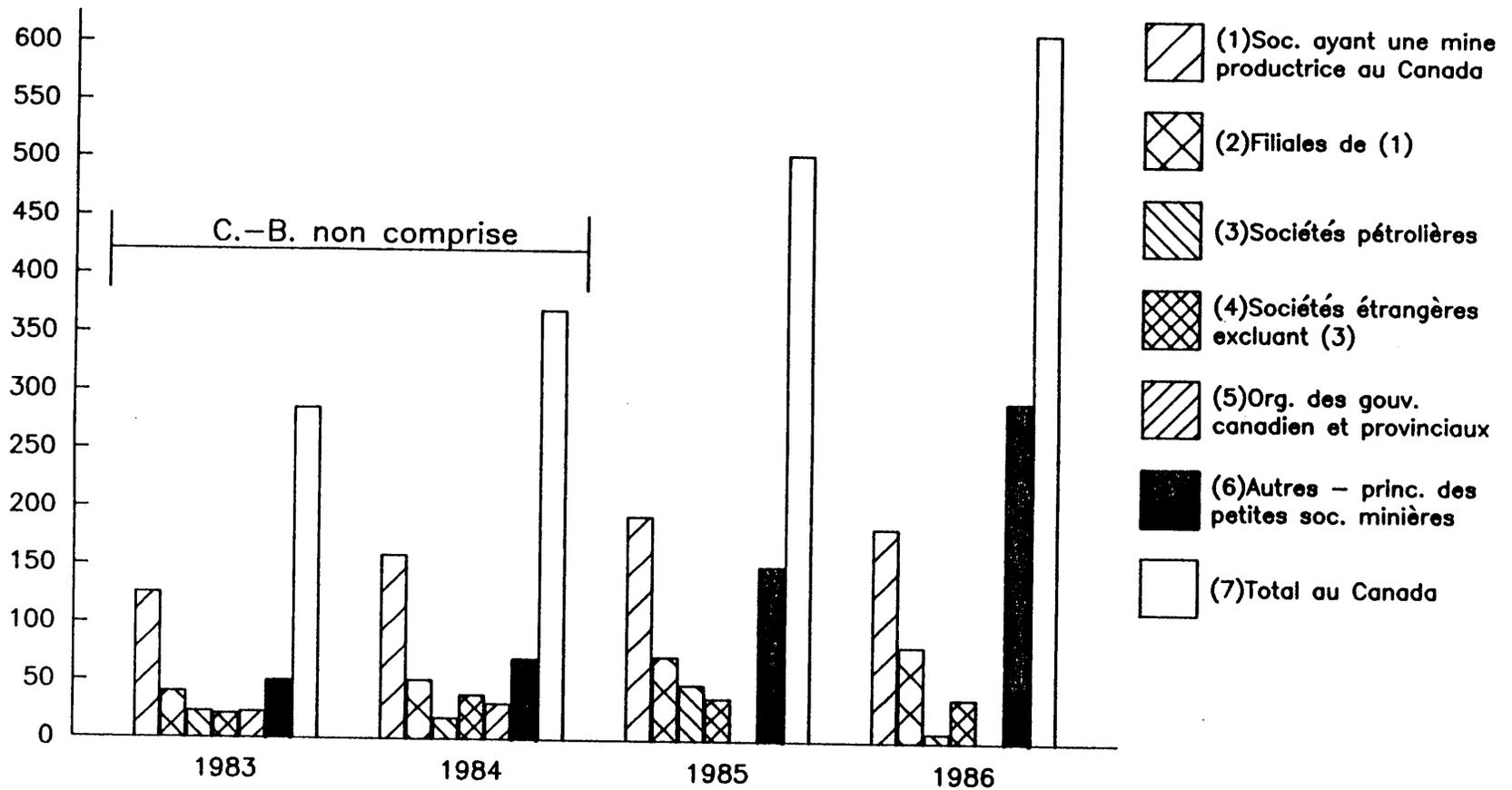
2.4 Dépenses d'exploration par catégorie de produit de base

La figure 2.5 indique l'évolution des dépenses d'exploration selon la catégorie de produit de base au cours de la période 1983-1986. En 1986, 75 % des

Figure 2.4

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION AU CANADA SELON LA CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ 1983 À 1986

Millions de dollars de 1986 *



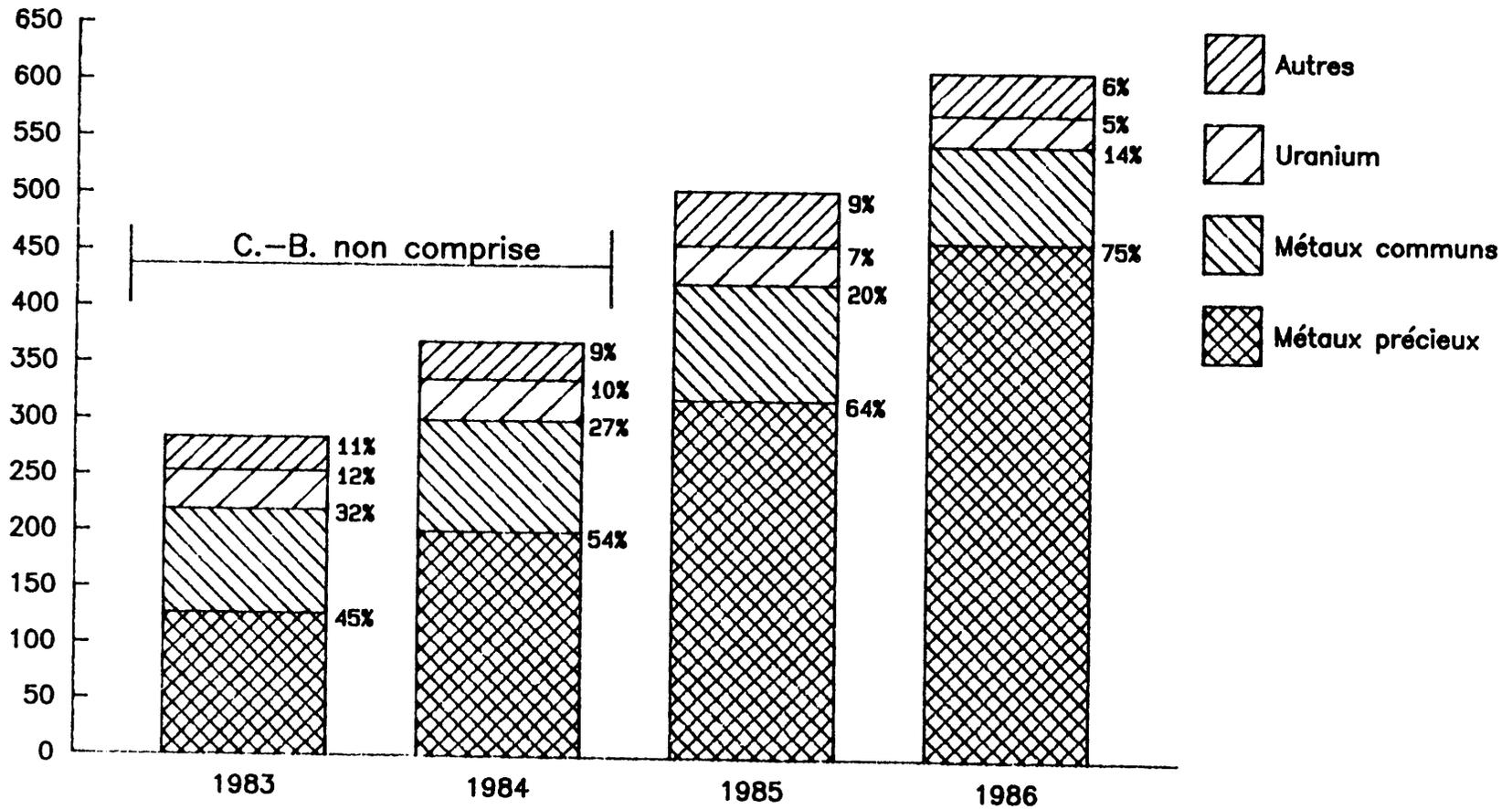
Source: Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain
Nota: Comme la C.-B. n'a participé à l'enquête qu'en 1985, les données pour 1983 et 1984 ne comprennent pas cette province. Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

* Les données ont été ajustées selon le déflateur du PIB (1981=100) sur la base de 1986.

Figure 2.5

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION AU CANADA RÉPARTITION SELON LES PRODUITS DE BASE

Millions de dollars de 1986 *



Source: Enquête fédérale-provinciale sur les dépenses sur le terrain
 Nota: Comme la C.-B. n'a participé à l'enquête qu'en 1985, les données pour 1983 et 1984 ne comprennent pas cette province.
 Les dépenses ne comprennent pas les frais généraux.

* Les données ont été ajustées selon le déflateur du PIB (1981=100) sur la base de 1986.

dépenses d'exploration au Canada étaient consacrées à la recherche de métaux précieux (surtout l'or), 14 % aux métaux communs, 5 % à l'uranium et 6 % aux autres métaux et minéraux, y compris le charbon.

Par contre, en 1983, 32 % des dépenses d'exploration avaient été consacrées aux métaux communs et 45 % à l'or et aux métaux précieux.

La valeur absolue des dépenses d'exploration consacrées à la recherche de métaux communs n'a varié que légèrement entre 1983 et 1986; ce qui a modifié la répartition des dépenses d'exploration, c'est l'intérêt manifesté à l'égard de l'or et des métaux précieux. Le Québec et le Nord de l'Ontario ont bénéficié de la plus grande partie de la hausse des dépenses d'exploration consacrées à la recherche d'or.

Les données pour 1987 ne sont pas encore disponibles. Cependant, les représentants de l'industrie soutiennent qu'il s'est produit un regain d'intérêt à l'égard de la recherche de métaux communs et que les données de 1987 et 1988 traduiront ce phénomène.

3. ANALYSE RÉTROSPECTIVE DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES

Les modifications apportées au régime fiscal relativement à la déduction pour épuisement au titre de l'exploration minière (DEEM) en 1983 ont augmenté considérablement la popularité des actions accréditatives comme source de financement de l'exploration. La figure 3.1 illustre l'ampleur de la croissance du financement accreditif. Les fonds réunis au moyen d'actions accréditatives ont augmenté de façon spectaculaire pour atteindre, selon les estimations, 1 183 millions de dollars en 1987 contre 34 millions en 1983.

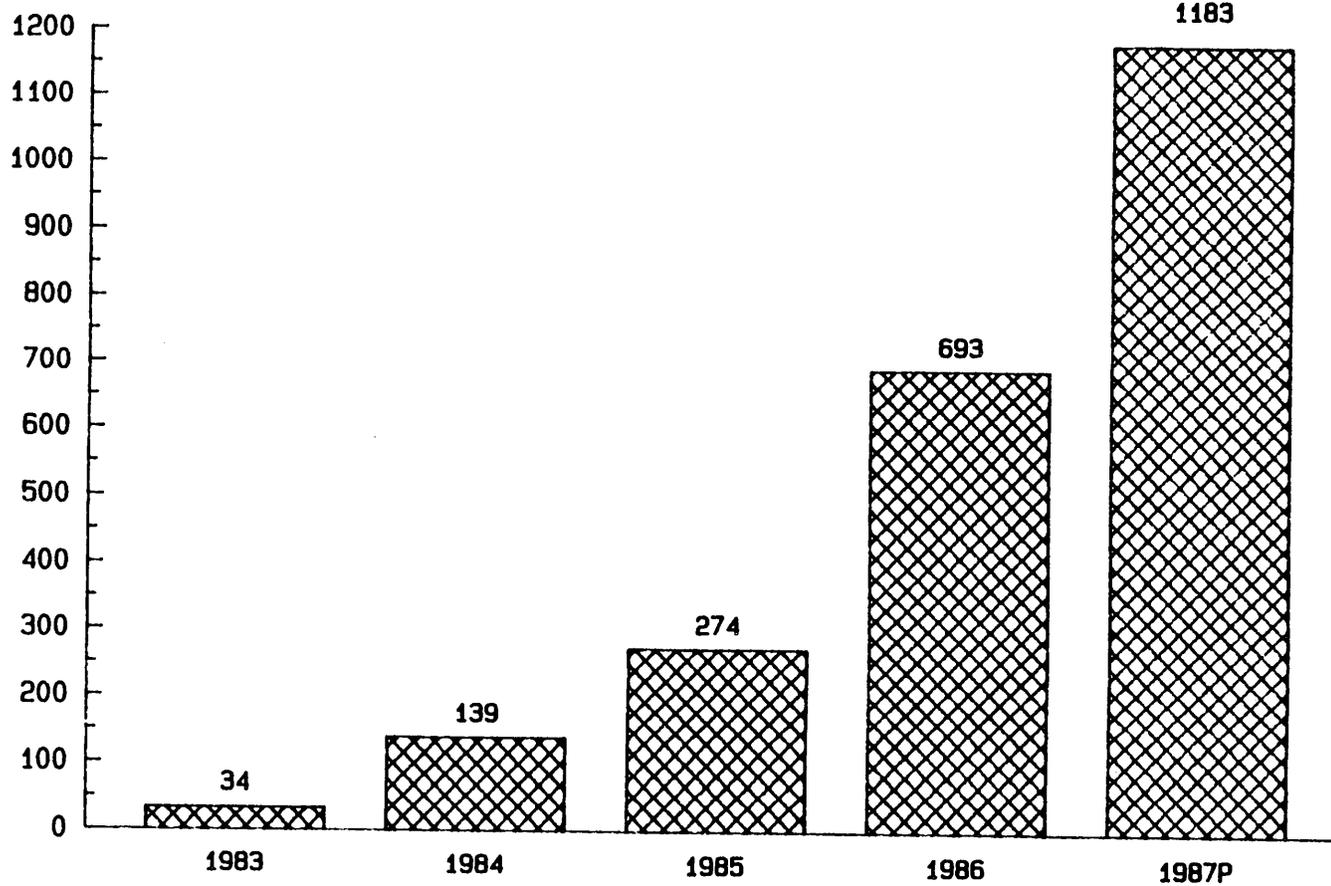
La proportion des dépenses d'exploration financées par actions accréditatives est passée d'environ 9 % en 1983 à 90 % à peu près en 1987. Bien que les figures 3.1 et 3.2 indiquent clairement cet accroissement des travaux d'exploration financés par actions accréditatives, on ne saurait comparer directement ces deux figures. Les données sur les dépenses d'exploration sont établies en fonction de l'année civile tandis que le montant des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives est calculé d'après l'année d'imposition. À partir de 1986, ce montant englobe les fonds réunis devant être utilisés au cours de la période allant de janvier à février de l'année suivante. Par conséquent, une certaine partie des fonds réunis pour 1986 a en fait été dépensée au cours des deux premiers mois de 1987. De même, une certaine partie des fonds réunis en 1987 a été utilisée au début de 1988. Pour ces deux années civiles, les dépenses d'exploration financées par actions accréditatives étaient inférieures au montant des fonds réunis par l'émission d'actions accréditatives.

Outre cet accroissement du financement par actions accréditatives, il s'est produit une augmentation de la proportion des travaux d'exploration entrepris par les petites sociétés minières. Ce sont les petites sociétés qui ont eu le plus recours aux actions accréditatives en 1987; cette année-là, les deux tiers environ du montant réuni par actions accréditatives l'ont été par ces sociétés.

Figure 3.1

ÉVOLUTION DU FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES (1983 À 1987)

Millions de dollars

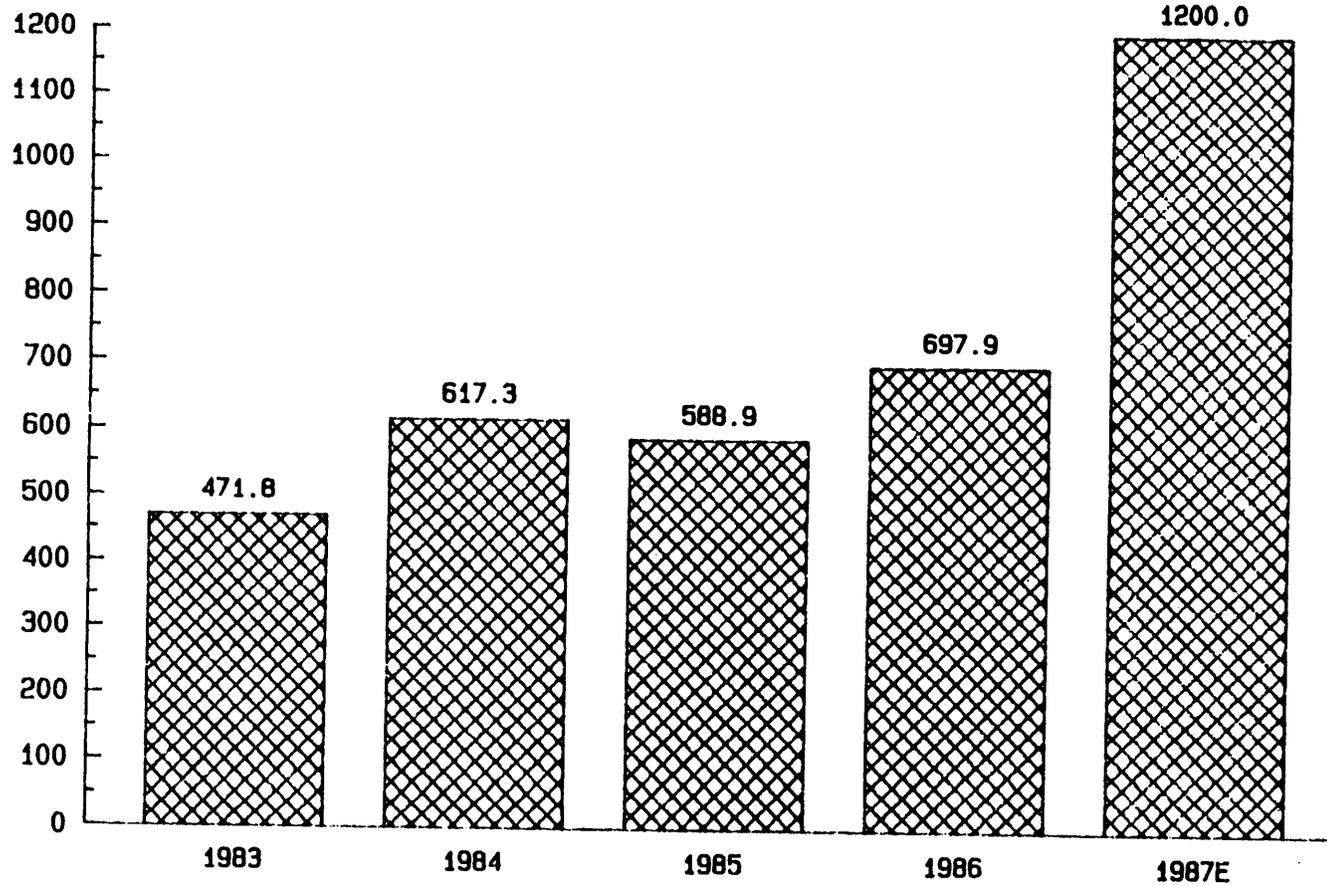


Source: Énergie, Mines et Ressources Canada
P-préliminaire

Figure 3.2

DÉPENSES TOTALES D'EXPLORATION (1983 À 1987)

Millions de dollars



Source: Publication no 61-216 au catalogue de Statistique Canada
pour 1983 à 1986; E=estimation d'EMR pour 1987.

Nota: Les dépenses comprennent les frais généraux.

Les tableaux 3.1 à 3.7 présentent des statistiques sommaires sur le financement par actions accréditives pour 1987. Ces statistiques proviennent de données recueillies par EMR auprès des bourses de Montréal, de Toronto, de l'Alberta et de Vancouver.

Les tableaux 3.2, 3.3 et 3.4 révèlent que, en 1987: 70 % environ des émissions d'actions accréditives étaient de 10 millions de dollars ou moins; pour les grandes sociétés, près de 75 % des émissions variaient de 10 à 50 millions; la plupart des émissions des petites sociétés établies et la totalité des émissions des petites sociétés nouvellement constituées* étaient inférieures à 10 millions.

La plus grande partie des émissions d'actions accréditives des grandes sociétés sont vendues aux bourses de Montréal et de Toronto comme en témoigne le tableau 3.6, mais les petites sociétés nouvellement constituées ont réuni la majorité de leurs fonds à la bourse de Vancouver.

Quatorze grandes sociétés en commandite ont réuni près de 70 % des fonds provenant des actions accréditives comme l'illustre le tableau 3.7. Plus de 40 % des 1 183 millions de dollars réunis en 1987, soit plus de 500 millions de dollars, l'ont été par 2 grandes sociétés en commandite: NIM et CMP.

* Le terme "petite société nouvellement constituée" désigne les sociétés nouvellement constituées de même que les sociétés d'exploration qui ne possèdent pas d'actif réel important tel qu'un gisement minier.

Table / Tableau 3.1

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING
DISTRIBUTION BY CATEGORY OF COMPANY
TAXATION YEAR 1987

FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES
RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ MINIÈRE
ANNÉE D'IMPOSITION 1987

VALUE OF FLOW-THROUGH SHARES / VALEUR DES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	DOLLARS / DOLLARS	PERCENT / POURCENTAGE
Senior / Grandes	356,852,157	30.15
Established junior / Petites, établies	316,974,219	26.78
(*) New junior / Petites, nouvellement constituées	509,717,215	43.07
	-----	-----
TOTAL / TOTAL	1,183,543,591	100.00

NUMBER OF COMPANIES / NOMBRE DE SOCIÉTÉS

	NUMBER / NOMBRE	PERCENT / POURCENTAGE
Senior / Grandes	42	6.13
Established junior / Petites, établies	97	14.16
(*) New junior / Petites, nouvellement constituées	546	79.71
	---	-----
TOTAL / TOTAL	685	100.00

- (*) - The category "new junior" includes newly incorporated companies as well as exploration companies which have no significant real assets such as mineral deposits.
 (*) - La catégorie "petites, nouvellement constituées" comprend les sociétés nouvellement constituées de même que les sociétés d'exploration qui ne possèdent pas d'actif réel important tel qu'un gisement minier.

NOTE: Preliminary data
 NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR
 SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.2

ALL COMPANIES / TOUTES LES SOCIÉTÉS

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
 BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
 IN TAXATION YEAR 1987 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1987

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.94	0.08	29	4.23
50 001 - 100 000	4.22	0.36	50	7.30
100 001 - 250 000	20.35	1.72	115	16.79
250 001 - 500 000	50.19	4.24	138	20.15
500 001 - 1 000 000	84.61	7.15	114	16.64
1 000 001 - 3 000 000	229.57	19.40	128	18.69
3 000 001 - 5 000 000	212.99	18.00	54	7.88
5 000 001 - 7 000 000	135.13	11.42	23	3.36
7 000 001 - 10 000 000	82.62	6.98	10	1.46
10 000 001 - 50 000 000	362.94	30.67	24	3.50
	<u>1183.54</u>	<u>100.00</u>	<u>685</u>	<u>100.00</u>

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.94	0.08	29	4.23
1 - 100 000	5.15	0.44	79	11.53
1 - 250 000	25.50	2.15	194	28.32
1 - 500 000	75.69	6.39	332	48.47
1 - 1 000 000	160.29	13.54	446	65.11
1 - 3 000 000	389.87	32.94	574	83.80
1 - 5 000 000	602.85	50.94	628	91.68
1 - 7 000 000	737.98	62.35	651	95.04
1 - 10 000 000	820.60	69.33	661	96.50
1 - 50 000 000	1183.54	100.00	685	100.00

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.3

SENIOR COMPANIES / GRANDES SOCIÉTÉS

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
 BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
 IN TAXATION YEAR 1987 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1987

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.00	0.00	0	0.00
50 001 - 100 000	0.00	0.00	0	0.00
100 001 - 250 000	0.00	0.00	0	0.00
250 001 - 500 000	0.87	0.24	2	4.76
500 001 - 1 000 000	4.57	1.28	6	14.29
1 000 001 - 3 000 000	10.43	2.92	5	11.90
3 000 001 - 5 000 000	28.62	8.02	7	16.67
5 000 001 - 7 000 000	19.30	5.41	3	7.14
7 000 001 - 10 000 000	25.01	7.01	3	7.14
10 000 001 - 50 000 000	268.06	75.12	16	38.10
	<u>356.85</u>	<u>100.00</u>	<u>42</u>	<u>100.00</u>

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.00	0.00	0	0.00
1 - 100 000	0.00	0.00	0	0.00
1 - 250 000	0.00	0.00	0	0.00
1 - 500 000	0.87	0.24	2	4.76
1 - 1 000 000	5.44	1.52	8	19.05
1 - 3 000 000	15.86	4.44	13	30.95
1 - 5 000 000	44.49	12.47	20	47.62
1 - 7 000 000	63.78	17.87	23	54.76
1 - 10 000 000	88.80	24.88	26	61.90
1 - 50 000 000	356.85	100.00	42	100.00

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.4

ESTABLISHED JUNIOR COMPANIES / PETITES SOCIÉTÉS ÉTABLIES

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
 BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D'ACTIONS ACCRÉDITIVES
 IN TAXATION YEAR 1987 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1987

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.10	0.03	3	3.09
50 001 - 100 000	0.24	0.08	3	3.09
100 001 - 250 000	0.88	0.28	4	4.12
250 001 - 500 000	4.02	1.27	11	11.34
500 001 - 1 000 000	5.37	1.70	7	7.22
1 000 001 - 3 000 000	56.69	17.89	30	30.93
3 000 001 - 5 000 000	76.03	23.99	19	19.59
5 000 001 - 7 000 000	46.71	14.74	8	8.25
7 000 001 - 10 000 000	32.04	10.11	4	4.12
10 000 001 - 50 000 000	94.89	29.93	8	8.25
	<u>316.97</u>	<u>100.00</u>	<u>97</u>	<u>100.00</u>

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.10	0.03	3	3.09
1 - 100 000	0.34	0.11	6	6.19
1 - 250 000	1.22	0.39	10	10.31
1 - 500 000	5.24	1.65	21	21.65
1 - 1 000 000	10.61	3.35	28	28.87
1 - 3 000 000	67.31	21.23	58	59.79
1 - 5 000 000	143.34	45.22	77	79.38
1 - 7 000 000	190.05	59.96	85	87.63
1 - 10 000 000	222.09	70.07	89	91.75
1 - 50 000 000	316.97	100.00	97	100.00

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.5

NEW JUNIOR COMPANIES / PETITES SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT CONSTITUÉES

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING LEVELS / NIVEAUX DE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ
BY COMPANY / AU MOYEN DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
IN TAXATION YEAR 1987 / DURANT L'ANNÉE D'IMPOSITION 1987

BREAKDOWN BY FUNDING LEVEL / RÉPARTITION PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.84	0.16	26	4.76
50 001 - 100 000	3.98	0.78	47	8.61
100 001 - 250 000	19.46	3.82	111	20.33
250 001 - 500 000	45.30	8.89	125	22.89
500 001 - 1 000 000	74.67	14.65	101	18.50
1 000 001 - 3 000 000	162.45	31.87	93	17.03
3 000 001 - 5 000 000	108.33	21.25	28	5.13
5 000 001 - 7 000 000	69.12	13.56	12	2.20
7 000 001 - 10 000 000	25.57	5.02	3	0.55
10 000 001 - 50 000 000	0.00	0.00	0	0.00
	<u>509.72</u>	<u>100.00</u>	<u>546</u>	<u>100.00</u>

CUMULATIVE TOTAL BY FUNDING LEVEL / TOTAL CUMULATIF PAR NIVEAU DE FINANCEMENT

LEVEL / NIVEAU DOLLARS / DOLLARS	Funds / Fonds raised / levés \$millions / millions de \$	Percent / Pourcentage of funds / des fonds raised (%) / levés (%)	Number / Nombre of / de companies / sociétés	Percent of / Pourcentage total number of / du nombre total companies (%) / de sociétés (%)
1 - 50 000	0.84	0.16	26	4.76
1 - 100 000	4.81	0.94	73	13.37
1 - 250 000	24.28	4.76	184	33.70
1 - 500 000	69.58	13.65	309	56.59
1 - 1 000 000	144.25	28.30	410	75.09
1 - 3 000 000	306.70	60.17	503	92.12
1 - 5 000 000	415.03	81.42	531	97.25
1 - 7 000 000	484.15	94.98	543	99.45
1 - 10 000 000	509.72	100.00	546	100.00
1 - 50 000 000	509.72	100.00	546	100.00

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.6

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING
 DISTRIBUTION BY STOCK EXCHANGE AND CATEGORY OF COMPANY
 TAXATION YEAR 1987

FINANCEMENT PAR ACTIONS ACCRÉDITIVES
 RÉPARTITION ENTRE BOURSES, PAR CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ MINIÈRE
 ANNÉE D'IMPOSITION 1987

COMPANIES / SOCIÉTÉS	DOLLARS / DOLLARS	PERCENT / POURCENTAGE
ALBERTA STOCK EXCHANGE / BOURSE DE L'ALBERTA		
Senior / Grandes	8,090,000	5.63
Established junior / Petites, établies	41,900,740	29.17
New junior / Petites, nouvellement constituées	93,642,520	65.20
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	143,633,260	100.00
MONTREAL EXCHANGE / BOURSE DE MONTRÉAL		
Senior / Grandes	213,244,029	48.14
Established junior / Petites, établies	119,333,954	26.94
New junior / Petites, nouvellement constituées	110,371,514	24.92
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	442,949,497	100.00
TORONTO STOCK EXCHANGE / BOURSE DE TORONTO		
Senior / Grandes	263,152,960	52.04
Established junior / Petites, établies	152,494,176	30.15
New junior / Petites, nouvellement constituées	90,068,553	17.81
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	505,715,689	100.00
VANCOUVER STOCK EXCHANGE / BOURSE DE VANCOUVER		
Senior / Grandes	86,664,200	20.13
Established junior / Petites, établies	96,544,288	22.42
New junior / Petites, nouvellement constituées	247,348,187	57.45
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	430,556,675	100.00
ALL EXCHANGES / TOUTES LES BOURSES (*)		
Senior / Grandes	356,852,157	30.15
Established junior / Petites, établies	316,974,220	26.78
New junior / Petites, nouvellement constituées	509,717,214	43.07
TOTAL / TOTAL	1,183,543,591	100.00

(*) - Interlisted placements are only counted once in the ALL EXCHANGES total, explaining a difference of \$339,311,530 between such total and the sum of the four exchanges totals.

(*) - Les placements inscrits sur plus d'une bourse n'apparaissent qu'une fois dans le total TOUTES LES BOURSES, ce qui explique l'écart de 339,311,530\$ entre celui-ci et la somme des quatre bourses prises individuellement.

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR

Table / Tableau 3.7

FLOW-THROUGH SHARE FINANCING
DISTRIBUTION BY MAJOR PARTNERSHIPS
TAXATION YEAR 1987 (*)

FONDS PROVENANT DE L'ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES
RÉPARTITION ENTRE LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS EN COMMANDITE
ANNÉE D'IMPOSITION 1987 (*)

	\$
NIM Group of Limited Partnerships -1987	258,923,087
CMP Group of Limited Partnerships -1987	253,692,517
MVP Expl.(1987) and Co. L.P.	56,659,519
First Exploration Fund 1987	47,015,600
Golden Day Expl. and Co. L.P.	34,064,998
Middlefield Group of Limited Partnerships -1987	29,067,938
TAP Group of Limited Partnerships -1987	27,607,998
QME (1987)Min.Expl.and Co.L.P.	21,067,000
Imex 1987 Min.Expl.and Co.L.P.	18,675,000
Somicom 1987 and Co. L.P.	16,985,900
Soc.en C. Sofimines 1987	16,781,920
Q-Vest 1987 Mining and Co. L.	15,316,021
Mintax Min. Group of Limited Partnerships -1987	15,220,244
Knight's Min.Expl.and Co.L.P.	10,460,000
	<hr/>
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	821,537,742
Individual Places / Placements Individuels	138,072,731
Public Offerings / Offres Publiques	33,340,510
Others / Autres	190,592,604
	<hr/>
SUBTOTAL / TOTAL PARTIEL	362,005,845
TOTAL / TOTAL	<u><u>1,183,543,587</u></u>

(*) - as collected at the Montreal, Toronto, Vancouver and Alberta Stock Exchanges between January 1987 and June 1988

(*) - données recueillies aux bourses de Montréal, de Toronto, de Vancouver et de l'Alberta entre janvier 1987 et juin 1988

NOTE: Preliminary data

NOTA: Données préliminaires

SOURCE: Economic and Financial Policy Analysis Branch, EMR

SOURCE: Direction de l'analyse de la politique économique et financière, EMR